



SAS au capital de 316 000 €
RCS Orléans 087 180 089

Siège social :
1A Allée des Balletières
45650 SAINT JEAN LE BLANC

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT CENTRE VAL DE LOIRE

Association

**Siège social : 6 RUE ABBE PASTY
45400 FLEURY LES AUBRAIS**

EXERCICE 2024

Clos le 31/12/2024

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE PAR

La S.A.S. OSE AUDIT

Société de Commissaires aux Comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT CENTRE VAL DE LOIRE** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La note « concours publics et subventions » de l'annexe présente une ventilation des subventions d'exploitation par financeurs. Nous avons vérifié l'existence des subventions enregistrées dans les comptes de l'association en nous basant sur les notifications officielles des organismes financeurs. Nous avons également contrôlé que les subventions relatives à des exercices futurs n'ont pas été comptabilisées de manière anticipée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction,

ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Jean-le-Blanc, le 12 juin 2025

**Le Commissaire aux Comptes,
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre,**

S.A.S Ose Audit



**Nathalie BONNET
Commissaire aux comptes**

BILAN

Actif

| Rubriques | Montant brut | Dépréciation | Montant net N | Montant net N-1 |
|---|---------------------|---------------|----------------------|------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | 12 466 | 10 780 | 1 686 | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, mat. et outillage indus. | 38 608 | 7 280 | 31 328 | |
| Autres immobilisations corporelles | 38 419 | 19 022 | 19 397 | 6 502 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | 2 000 | | 2 000 | 2 000 |
| Autres titres immobilisés | | | | 92 |
| Prêts | 18 500 | | 18 500 | 30 000 |
| Autres immobilisations financières | 14 351 | | 14 351 | 601 |
| Total I | 124 344 | 37 082 | 87 262 | 39 194 |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Stock et en-cours | 956 | | 956 | |
| Créances | | | | |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Créances clts., adhr., usagers et cpt. Rattachés | 734 973 | 16 428 | 718 545 | 844 068 |
| Autres créances | 660 052 | | 660 052 | 367 262 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 443 712 | | 443 712 | 525 463 |
| Charges constatées d'avance | 233 148 | | 233 148 | 177 384 |
| Total II | 2 072 841 | 16 428 | 2 056 413 | 1 914 177 |
| Frais d'émission des emprunts III | | | | |
| Primes de remboursement des obligations IV | | | | |
| Ecart de conversion (actif) V | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V) | 2 197 186 | 53 510 | 2 143 675 | 1 953 371 |
| Rubriques | Montant brut | | Montant net N | |
| Engagements reçus | | | | |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| Acceptés par les organismes stat. compétents ; | | | | |
| Autorisés par l'organisme de tutelle ; | | | | |
| Dons en nature restant à vendre. | | | | |

Passif

| Rubriques | Montant net N | Montant net N-1 |
|---|------------------|------------------|
| Fonds propres | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise statutaires | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | 85 000 | 95 000 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 42 034 | 42 034 |
| Autre | | |
| Report à nouveau | 274 978 | 265 249 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | (8 746) | 9 729 |
| Situation nette (sous total) | 393 266 | 412 012 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Total I | 393 266 | 412 012 |
| Fonds dédiés | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donation | | |
| Fonds dédiés | 6 000 | 15 000 |
| Total II | 6 000 | 15 000 |
| Provisions | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 68 970 | 57 197 |
| Total III | 68 970 | 57 197 |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 23 955 | 42 264 |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 482 983 | 642 306 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 153 833 | 116 243 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 146 508 | 181 698 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 868 159 | 486 650 |
| Total IV | 1 675 439 | 1 469 162 |
| Ecart de conversion (passif) (V) | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V) | 2 143 675 | 1 953 371 |

BILAN ASSOCIATION COMPARATIF

| Actif | | | | | | |
|-------------------------------|-----------|------------|--------------|-----------|------------|--------------|
| Rubriques | | % du poste | % de l'actif | | % du poste | % de l'actif |
| Immobilisations incorporelles | 1 686 | 2% | 0% | | 0% | 0% |
| Immobilisations corporelles | 50 725 | 58% | 2% | 6 502 | 17% | 0% |
| Immobilisations financières | 34 851 | 40% | 2% | 32 692 | 83% | 2% |
| Actif immobilisé | 87 262 | 100% | 4% | 39 194 | 100% | 2% |
| Stocks | 956 | 0% | 0% | | 0% | 0% |
| Créances | 1 378 596 | 76% | 64% | 1 211 331 | 70% | 62% |
| Disponibilités | 443 712 | 24% | 21% | 525 463 | 30% | 27% |
| Actif circulant | 1 823 264 | 100% | 85% | 1 736 793 | 100% | 89% |
| Comptes de régularisation | 233 148 | 100% | 11% | 177 384 | 100% | 9% |
| TOTAL ACTIF | 2 143 675 | | 100% | 1 953 371 | | 100% |

| Passif | | | | | | |
|------------------------------------|-----------|------------|-------------|-----------|------------|-------------|
| Rubriques | | % du poste | % du passif | | % du poste | % du passif |
| Fonds propres | 317 012 | 81% | 15% | 307 283 | 75% | 16% |
| Résultat de l'exercice | (8 746) | -2% | 0% | 9 729 | 2% | 0% |
| Autres fonds associatifs | 85 000 | 22% | 4% | 95 000 | 23% | 5% |
| Capitaux propres | 393 266 | 100% | 18% | 412 012 | 100% | 21% |
| Fonds dédiés | 6 000 | 100% | 0% | 15 000 | 100% | 1% |
| Provisions pour risques et charges | 68 970 | 100% | 3% | 57 197 | 381% | 3% |
| Emprunts et dettes financières | 23 955 | 3% | 1% | 42 264 | 4% | 2% |
| Autres dettes | 783 324 | 97% | 37% | 940 247 | 96% | 48% |
| Dettes | 807 279 | 100% | 38% | 982 512 | 100% | 50% |
| Comptes de régularisation passif | 868 159 | 100% | 40% | 486 650 | 100% | 25% |
| TOTAL PASSIF | 2 143 675 | | 100% | 1 953 371 | | 100% |

COMPTE DE RESULTAT

| Rubriques | Montant N | Montant N-1 |
|---|------------------|------------------|
| Cotisations | 20 820 | 20 833 |
| Ventes de biens et services | | |
| Vente de biens | | |
| dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | 1 943 475 | 1 480 052 |
| dont parrainages | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 572 430 | 612 194 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | 14 326 | 9 643 |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges | 336 788 | 283 137 |
| Utilisation des fonds dédiés | 9 000 | 7 333 |
| Autres produits | 100 | 42 |
| Total (I) | 2 896 938 | 2 413 234 |
| Participations | | |
| Autres valeurs mobilières et créances d'actif | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 129 | 2 291 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total (II) | 1 129 | 2 291 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 5 060 | 13 937 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Total (III) | 5 060 | 13 937 |
| Total des produits (I+II+III) | 2 903 128 | 2 429 462 |
| Solde débiteur = Déficit | 8 746 | |
| Total général | 2 911 873 | 2 429 462 |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stocks | (956) | |
| Autres achats et charges externes | 1 573 959 | 1 396 055 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 66 362 | 49 890 |
| Salaires et traitements | 938 141 | 695 424 |
| Charges sociales | 296 444 | 215 161 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 14 053 | 2 686 |
| Dotations aux provisions | 20 141 | 33 398 |

| | | |
|--|-----------|-----------|
| Report en fonds dédiés | | 15 000 |
| Autres charges | 583 | 314 |
| Total (I) | 2 908 728 | 2 407 928 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 469 | 827 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total (II) | 469 | 827 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 2 676 | 10 978 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| Total (III) | 2 676 | 10 978 |
| Participation salariés aux résultats (IV) | | |
| Impôts sur les bénéfices (V) | | |
| Total des charges (I+II+III) | 2 911 873 | 2 419 733 |
| Solde créditeur = Excédent | | 9 729 |
| Total général | 2 911 873 | 2 429 462 |

| Rubriques | Montant N | Montant N-1 |
|---|-----------|-------------|
| Contributions volontaires en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | | |
| MONTANT TOTAL DES RESSOURCES | | |
| Charges des contributions volontaires en nature | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | | |
| MONTANT TOTAL DES EMPLOIS | | |

COMPTE DE RESULTAT COMPARATIF

| Rubriques | N | N-1 | Variation |
|---|------------------|------------------|-----------------|
| Cotisation | 20 820 | 20 833 | (13) |
| Vente de biens | | | |
| Ventes de prestations de service | 1 943 475 | 1 480 052 | 463 422 |
| Production stockée | | | |
| Production immobilisée | | | |
| Produits de tiers financeurs | 586 755 | 621 837 | (35 082) |
| Ressources liées à la générosité du public | | | |
| Contributions financières | | | |
| Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge | 336 788 | 283 137 | 53 652 |
| Utilisation des fonds dédiés | 9 000 | 7 333 | 1 667 |
| Autres produits | 100 | 42 | 58 |
| Produits d'exploitation | 2 896 938 | 2 413 234 | 483 704 |
| Achats de marchandises (et droits de douanes) | | | |
| Variations de stock de marchandises | (956) | | (956) |
| Autres achats et charges externes | 1 573 959 | 1 396 055 | 177 904 |
| Aides financières | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 66 362 | 49 890 | 16 472 |
| Salaires et traitements | 938 141 | 695 424 | 242 717 |
| Charges sociales | 296 444 | 215 161 | 81 283 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 34 193 | 36 084 | (1 891) |
| Report en fonds dédiés | | 15 000 | (15 000) |
| Autres charges | 583 | 314 | 270 |
| Charges d'exploitation | 2 908 728 | 2 407 928 | 500 800 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | (11 790) | 5 306 | (17 096) |
| Produits financiers | 1 129 | 2 291 | (1 161) |
| Produits exceptionnels | 5 060 | 13 937 | (8 877) |
| Charges financières | 469 | 827 | (357) |
| Charges exceptionnelles | 2 676 | 10 978 | (8 302) |
| Impôt sur les bénéfices | | | |
| BÉNÉFICE OU PERTE | (8 746) | 9 729 | (18 475) |

Objet social

La **LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CENTRE**, fondée en 1981, a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Mouvement d'éducation populaire, elle invite les femmes et les hommes à débattre et agir afin :

1. de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix.
2. de développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs.
3. de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :
 - pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,
 - pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

Dès lors, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

Missions sociales

Pour atteindre les buts définis, la LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CENTRE met en œuvre des actions dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'action culturelle, sportive, touristique et sociale, en ce qu'elles favorisent sur le territoire régional une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, des libertés fondamentales et du progrès de la démocratie. Elle se donne pour mission :

- D'élaborer et de conduire un projet régional et un programme d'actions.
- De porter une parole politique dans l'espace public régional.
- De représenter la Ligue de l'Enseignement auprès des instances et des pouvoirs publics régionaux.
- D'organiser sa représentation et sa participation dans les coordinations et instances régionales.
- De favoriser les coordinations et échanges inter fédéraux.
- De mutualiser et d'optimiser les moyens humains, financiers et organisationnels.

Moyens mis en œuvre et ressources

Pour mettre en œuvre ses missions définies :

- Elle peut recourir à tous moyens d'action qui permettent d'atteindre légalement les buts et missions fixés dans les présents statuts, notamment : organisation de congrès, colloques, séminaires, études et recherches, édition de publications, organisation d'expositions, de spectacles ..., conseil, aide et formation de cadres pour le développement et la coordination des associations diverses contribuant à la réalisation de ses buts, appel à la générosité, achat, location de biens, meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement de son objet et gestion de tous services y contribuant à titre onéreux ou gratuit ainsi que la vente de biens et de produits permettant de l'atteindre.

- Pour développer les activités physiques, sportives et de plein air, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, sont constitués en son sein un comité régional UFOLEP et un comité régional USEP.
- Elle peut se doter, sur proposition du conseil d'administration et décision de l'assemblée générale, de structures adéquates pour gérer un domaine d'activité déterminé dès lors qu'il s'inscrit dans le cadre de son objet social.
- Le règlement intérieur précise, en tant que de besoin, la nature de ces structures, leur insertion dans la région et les modalités de participation à leur fonctionnement.

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

| Rubriques | Montant début exercice | Affectation du résultat | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|--|------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | 95 000 | | | 10 000 | 85 000 |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 42 034 | | | | 42 034 |
| Report à nouveau | 265 249 | | 9 729 | | 274 978 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 9 729 | 9 729 | (8 746) | | (8 746) |
| Situation nette | 412 012 | 9 729 | 983 | 10 000 | 393 266 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 412 012 | 9 729 | 983 | 10 000 | 393 266 |

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, CONTRIBUTIONS FINANCIERES ET RESSOURCES LIEES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

| Ressources provenant de la générosité du public, des legs et des donations affectés | | | | | | | |
|---|-----------------------------|---------|----------------|--------------------|------------|----------------------------|--|
| Variation des fonds dédiés issus de | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
| | | | Montant global | Dont remboursement | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation (1) | | | | | | | |
| Subvention DRAJES - VOLONT'R | 9 000 | | 9 000 | | | 0 | |
| Subvention REGION CENTRE - VSLE ETUDE AZAY LE FERRON | 6 000 | | | | | 6 000 | |
| Sous total | 15 000 | 0 | 9 000 | 0 | 0 | 6 000 | 0 |
| Contributions financières d'autres organismes (1) | | | | | | | |
| Sous total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ressources liées à la générosité du public (1) | | | | | | | |
| Sous total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 15 000 | 0 | 9 000 | 0 | 0 | 6 000 | 0 |

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

| Rubriques | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'association |
|-----------------------------------|-------------------|--|
| Ingénieurs et cadres | 7,00 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | 21,00 | |
| Employés | 8,00 | |
| Ouvriers | | |
| TOTAL | 36,00 | |

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N°2022-04 du 30 juin 2022 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques de l'exercice

En 2024, la Ligue de L'Enseignement Centre Val de Loire a pris en gestion un centre de vacances situé à Chinon composé de 46 mobil-homes et 10 emplacements de camping. A ce titre, elle est détentrice d'un bail commercial d'une durée de 10 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

| | |
|--|-------------------|
| Constructions | 20 ans |
| Agencements et aménagements des constructions | 10 ans |
| Installations techniques | 5 à 10 ans |
| Matériels et outillage industriels | 3 à 10 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Mobilier | 3 à 5 ans |

Engagements de départ à la retraite :

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3.38%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 68 970 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31 Décembre 2024, les fonds dédiés comptabilisés s'élèvent à 6 000 euros.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2024. En effet, l'action des bénévoles se limite aux réunions statutaires du Conseil d'administration, du bureau, des commissions et de l'assemblée générale.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun pour la majeure partie de son activité. Depuis le 1^{er} Janvier 2024, elle est soumise aux impôts commerciaux pour son activité de gestion du Centre de Vacances des Fontenils de Chinon.

Engagements hors bilan

Les engagements donnés sont les suivants :

- Prêt 95 000 € : Caution de la société FRANCE ACTIVE GARANTIE pour un montant de 5 474.74 €

Fonds associatifs avec droit de reprise

L'association a bénéficié de la part des 6 fédérations de la Région Centre d'un apport au fonds associatif avec droit de reprise de 12 500 euros chacune soit un total de 75 000 euros. Les motifs de reprise de ces apports sont énoncés dans les conventions de partenariat établies avec chaque apporteur.

Rémunérations et avantages en nature des 3 plus hauts cadres salariés et bénévoles

Pour des raisons de confidentialité, cette information n'est pas communiquée.

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

| Rubriques | Montant |
|--|---------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 23 955 |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 482 983 |
| Dettes fiscales et sociales | 153 833 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Disponibilités, charges à payer | |
| Autres dettes | 154 002 |
| TOTAL | 814 774 |

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

| Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant TTC |
|--|-------------|
| Immobilisations financières | |
| - Créances rattachées à des participations | |
| - Autres immobilisations financières | |
| Créances | |
| - Créances clients et comptes rattachés | 752 467 |
| - Autres créances | 624 569 |
| dont avoirs à recevoir | |
| Valeurs mobilières de placement | |
| Disponibilités | 443 712 |
| TOTAL | 1 820 748 |

TRANSFERT DE CHARGES

| Rubrique | Montant |
|---|----------------|
| Transferts de charges d'exploitation | |
| Refacturation investissement logiciels | 8 872 |
| Mise à dispo de personnel | 223 012 |
| Refacturation de frais | 58 386 |
| Refacturation Frais de déplacements/Réception | 15 000 |
| Avantage en natures | 837 |
| Remboursement Uniformation | 12 629 |
| Remboursement sinistre assurance | 725 |
| Sous total Exploitation | 319 462 |
| Transferts de charges financières | |
| | |
| Sous total Financières | |
| Transferts de charges exceptionnelles | |
| | |
| Sous total Exceptionnelles | |
| TOTAL | 319 462 |

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

| Provisions réglementées | | | | |
|--|--------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin d'exercice |
| Provisions pour reconstitution des gisements | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL | | | | |

| Provisions pour risques et charges | | | | |
|---|--------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin d'exercice |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | 57 197 | 11 773 | | 68 970 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| TOTAL | 57 197 | 11 773 | | 68 970 |

| Provisions pour dépréciation | | | | |
|---|--------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Rubriques | Montant début d'exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin d'exercice |
| Provisions sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Provisions sur immobilisations corporelles | | | | |
| Provisions sur titres de participation | | | | |
| Provisions sur autres immobilisations financières | | | | |
| Provisions sur stocks et en cours | | | | |
| Provisions sur comptes clients | 25 386 | 8 368 | 17 326 | 16 428 |
| Autres provisions pour dépréciation | | | | |
| TOTAL | 25 386 | 8 368 | 17 326 | 16 428 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 82 583 | 20 141 | 17 326 | 85 398 |

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

| Rubriques | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|------------------|------------------|---------------|
| Créances rattachées à des participations | 2 000 | | 2 000 |
| Prêts | 18 500 | 12 500 | 6 000 |
| Autres immobilisations financières | 14 351 | 13 750 | 601 |
| Total de l'actif immobilisé | 34 851 | 26 250 | 8 601 |
| Clients douteux ou litigieux | 24 346 | 24 346 | |
| Autres créances clients | 728 121 | 728 121 | |
| Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 10 310 | 10 310 | |
| Etat – Impôts sur les bénéfices | | | |
| Etat – Taxe sur la valeur ajoutée | 3 687 | 3 687 | |
| Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés | 7 107 | 7 107 | |
| Etat – Divers | 602 230 | 602 230 | |
| Groupes et associés | | | |
| Débiteurs divers | 1 235 | 1 235 | |
| Total de l'actif circulant | 1 377 036 | 1 377 036 | |
| Charges constatées d'avance | 233 148 | 233 148 | |
| TOTAL | 1 645 035 | 1 636 435 | 8 601 |

Etat des dettes

| Rubriques | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------|--------------------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Auprès des organismes de crédit : | | | | |
| - à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | 18 249 | 18 249 | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 482 983 | 482 983 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 70 095 | 70 095 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 78 192 | 78 192 | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 478 | 478 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 5 069 | 5 069 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 164 002 | 164 002 | | |
| Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie | | | | |
| Produits constatés d'avance | 868 159 | 868 159 | | |
| TOTAL | 1 687 227 | 1 687 227 | | |

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|--|------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 10 246 | 2 220 | | 12 466 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | 38 608 | | 38 608 |
| Installations générales, agencements et divers | | 7 164 | | 7 164 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | 20 141 | 11 970 | 856 | 31 255 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Total des immobilisations corporelles | 20 141 | 57 742 | 856 | 77 027 |
| Participations | 2 000 | | | 2 000 |
| Autres titres immobilisés | 92 | | 92 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 30 601 | 48 750 | 46 500 | 32 851 |
| Total des immobilisations financières | 32 692 | 48 750 | 46 592 | 34 851 |
| TOTAL | 63 079 | 108 712 | 47 447 | 124 344 |

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

| Rubriques | Montant début exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Reprises | Montant fin exercice |
|--|------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 10 246 | 534 | | 10 780 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | 7 280 | | 7 280 |
| Installations générales, agencements et divers | | 476 | | 476 |
| Matériel de transport | | | | |
| Mat de bureau et informatique, mobilier | 13 639 | 5 762 | 856 | 18 546 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Total des amortissements sur immobilisations corporelles | 13 639 | 13 519 | 856 | 26 301 |
| TOTAL | 23 885 | 14 053 | 856 | 37 082 |

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

| Rubriques | Charges | Produits |
|---|---------|----------|
| Charges constatées d'avance | 233 148 | |
| Produits constatés d'avance | | 268 177 |
| Produits Constatés d'avance Subventions | | 599 982 |
| TOTAL | 233 148 | 868 159 |

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Suivi des subventions affectées

| Rubriques | Montant initial | Fonds à engager au début de l'exercice | Utilisation en cours de l'exercice | Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées | Fonds restants à engager en fin d'exercice |
|-----------|-----------------|--|------------------------------------|---|--|
| | | A | B | C | A-B+C |
| | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

Concours publics et subventions

| Rubriques | Union européenne | Etat | Collectivités territoriales | CAF/MSA | Autres | Total |
|------------------------------|------------------|---------|-----------------------------|---------|---------|---------|
| Concours publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | 159 305 | 126 639 | 170 009 | | 116 476 | 572 429 |
| Subventions d'équilibre | | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | 572 429 |